

## Solidaires Finances Publiques VAL-DE-MARNE

Local syndical - Hôtel des Finances 1 Place du Général Billotte 94 040 CRÉTEIL Cedex



Tél.: 01-41-94-34-64, 01-43-99-37-95 solidaires finances publiques. ddfip 94@dgfip. finances. gouv. fr

## Déclaration liminaire du Conseil Départemental de l'Action Sociale (CDAS) du 8 décembre 2023

En ce dernier CDAS de l'année 2023, **Solidaires Finances 94** souhaite dénoncer, une nouvelle fois, la faiblesse des crédits alloués à l'action sociale du VAL-DE-MARNE. En effet, à ce jour, nous ne connaissons toujours pas le sort réservé aux 6 % annuellement ponctionnés sur le CAL (Crédits d'Action Locale) par le Secrétariat général.

Cette année encore, Solidaires Finances 94 exige de savoir à quels postes les sommes des 6 % de réserves sont affectées. Nous insistons pour connaître la destination de cet argent qui n'est pas redistribué aux agents.

Combien d'années encore, les agents seront spoliés de cette somme indispensable à la réalisation de projets sociaux locaux ?

Or, le CAL baisse chaque année, alors qu'il est déjà d'un montant insuffisant !!!

En effet, son budget n'est plus suffisant compte tenu de l'inflation galopante et oblige à des arbitrages qui vont à l'encontre de la vocation sociale de notre instance.

Faut-il privilégier une catégorie aux dépens d'une autre? Non, nous nous y refusons! Les retraités comme les actifs doivent bénéficier de prestations dignes de ce nom.

De même, nous n'avons aucune information sur la reconduction pour 2024 de l'enveloppe FIL (Fonds d'Initiative Locale). Qu'en est-il ?

A en croire le Secrétariat Général, la restauration serait une priorité. Dès lors, nous nous étonnons que dans le cadre de la restructuration des locaux, la restauration collective soit mise à mal, et ce malgré le besoin exprimé par les agents.

Nous demandons à ce que tous les agents aient accès à une restauration de qualité et de proximité notamment pour nos collègues des Douanes d'Orly.

En ce qui concerne le logement, **Solidaires Finances 94** exprime sa désapprobation, en apprenant à sa grande surprise que, consécutivement à la régionalisation de l'Action Sociale, le poste de correspondant départemental BALAE aurait été supprimé à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2023. Aucune information n'a été donnée au préalable aux organisations syndicales, au mépris total du dialogue social!

En effet, ce point d'entrée réservé aux agents du VAL-DE-MARNE leur permettait d'avoir un interlocuteur local accessible et compétent. Désormais, les demandes doivent être adressées à l'action sociale de Paris, supprimant de ce fait la possibilité pour les agents d'avoir un contact direct de proximité. La présence du correspondant permettait également d'orienter les agents vers les services compétents (conseillère en économie, sociale et familiale, conseillère juridique, psychologue ou assistants de services sociaux).

En ce qui concerne l'EPAF, les collègues nous font remonter l'inadéquation de l'offre de séjour de vacances pour les enfants avec leurs possibilités financières.

Par ailleurs, le lieu de rassemblement pour le départ des enfants est trop éloigné pour beaucoup de parents.

Solidaires Finances 94 exige à nouveau le rétablissement des mini-colos organisées par le CDAS du 94, seul moyen de pouvoir faire partir à nouveau des enfants de familles souvent monoparentales ou à quotient familial faible.

Il sera urgent, dès le début d'année 2024, de prévoir les séjours en conséquence.

Solidaires Finances 94 souhaite qu'en cette fin d'année beaucoup d'incertitudes soient levées notamment en ce qui concerne le devenir de l'Action Sociale de proximité à l'échelon départemental.